



Conseil économique et social

Distr. générale
4 mars 2016
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2016

23 mai-1^{er} juin et 10 juin 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens	3
2. Association mondiale des juristes du Centre de la paix mondiale par le droit.....	4
3. Congrès du monde islamique.....	5
4. Fédération mondiale de psychothérapie.....	7
5. Fédération mondiale des sourds	8
6. Fédération Mondiale pour la Santé Mentale	10
7. Fédération mondiale pour les études sur le futur	11
8. Institut mondial du charbon	13
9. Union libanaise culturelle mondiale.....	14
10. Union mondiale des aveugles.....	15
11. Working Women Association	17

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12.	World Federation of Methodist and Uniting Church Women.....	18
13.	World Network of Users and Survivors of Psychiatry.....	20
14.	World Organization of Building Officials.....	22
15.	World Rehabilitation Fund	23

1. Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens

Statut consultatif spécial : 1947

Introduction

L'Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens, basée à Genève, est une confédération des conseils nationaux des unions chrétiennes de jeunes gens à travers le monde. À l'échelle mondiale, elle rassemble 11 200 branches d'unions chrétiennes de jeunes gens, atteignant 58 millions de personnes.

Objectifs et mission

L'Alliance renforce la capacité des mouvements nationaux des unions chrétiennes de jeunes gens; défend les questions qui touchent les jeunes à l'échelle mondiale; représente les unions chrétiennes de jeunes gens à l'échelle mondiale; et élabore des programmes visant à promouvoir le leadership des jeunes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Alliance prend part aux réunions des Nations Unies à Genève, à Paris, à Bonn, en Allemagne, et à New York. Elle s'est exprimée au nom des organisations mondiales de jeunes lors de la Réunion de haut niveau sur la jeunesse, tenue en juillet 2011.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Alliance a, entre autres, participé aux réunions suivantes :

- l'Assemblée générale des Nations Unies, en 2011 et 2013;
- la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), à Rio de Janeiro au Brésil, du 20 au 22 juin 2012;
- les cinquantième et cinquante-et-unième sessions de la Commission du développement social, tenues à New York en 2012 et 2013, respectivement. Elle a pris la parole lors de la cinquante-et-unième session;
- la Conférence internationale du Travail sur la crise de l'emploi des jeunes, tenue en 2012; et
- la Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques, tenue à Varsovie et à Lima en 2013 et 2014, respectivement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a, entre autres, collaboré avec les organisations suivantes :

- le Programme des Nations Unies pour le développement dans la mise en œuvre du projet de recherche « One Million Voices »;
- l'Organisation internationale du Travail sur les questions d'emploi des jeunes;
- l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, au titre de campagnes mondiales axées sur l'autonomisation des jeunes, qui ont mobilisé plus de 500 000 personnes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Alliance a mis au point des programmes liés à l'objectif du Millénaire pour le développement n° 6 dans plus de 40 pays. Au total, plus de 13 millions de personnes bénéficient des programmes des unions chrétiennes de jeunes gens sur les questions liées à la santé, notamment la santé maternelle et la prévention des maladies, et plus particulièrement les activités liées au sport. Chaque année, 357 000 personnes bénéficient des programmes liés à l'emploi de l'Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens, favorisant ainsi la réalisation de l'objectif n° 1. L'organisation a également engagé ses membres en faveur de la réalisation de l'objectif n° 7, en partageant les meilleures pratiques en matière de viabilité environnementale et d'éducation à la préservation de l'environnement.

2. Association mondiale des juristes du Centre de la paix mondiale par le droit

Statut consultatif spécial : 1967

Introduction

L'Association mondiale des juristes du Centre de la paix mondiale par le droit a été créée en 1963 suite aux protestations internationales réclamant un forum libre et ouvert où les juges, les avocats, les professeurs de droit et d'autres professionnels du monde entier pourraient œuvrer de concert en faveur du renforcement de l'État de droit et des institutions.

Objectifs et mission

L'objectif de l'Association demeure d'accroître le soutien aux institutions de droit et d'offrir un forum unique, dynamique et ouvert permettant aux professionnels du droit de partager leurs expériences, d'échanger des idées, et d'apprendre de leurs collègues sur l'État de droit et son utilisation pour promouvoir la paix mondiale.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association s'efforce de contribuer à la mission des Nations Unies et de sensibiliser au rôle qu'elle joue dans la promotion de l'État de droit et de la paix mondiale. L'Association mondiale des juristes du Centre de la paix mondiale par le droit organise au moins deux conférences juridiques chaque année, et un congrès tous les deux ans. Ces conférences et congrès réunissent ses membres et d'autres législateurs et professionnels juridiques pour un dialogue d'une semaine sur un large éventail de perspectives juridiques dans le but de promouvoir la paix mondiale par le renforcement de l'État de droit. Le vingt-troisième congrès biennal sur les cultures juridiques nationales à l'heure de la mondialisation, tenu à Prague en 2011, a porté sur le trafic international de drogue.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association a participé à plusieurs réunions au cours de la période considérée, dont les réunions d'information du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales qui ont lieu tous les jeudis, et une réunion de haut niveau tenue en 2014. L'Association est également membre du Comité exécutif des organisations non gouvernementales travaillant avec le Département de l'information.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours de la période considérée, l'Association a abordé les questions principales qui sont étroitement liées au succès des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment celles portant sur les changements climatiques, le règlement des conflits, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et le partenariat mondial pour le développement grâce à sa conférence sur le droit de la propriété intellectuelle, tenue en Chine.

3. Congrès du monde islamique

Statut consultatif général : 1967

Introduction

Créé en 1926, le Congrès du monde islamique est la plus ancienne organisation musulmane internationale. Il promeut la Charte des Nations Unies et œuvre en faveur de la paix dans le monde sur la base de la fraternité universelle, de la promotion des droits de l'homme et du dialogue interconfessionnel. Il compte un certain nombre de branches à travers le monde.

Objectifs et mission

Le Congrès du monde islamique œuvre en faveur de la coopération interconfessionnelle pour créer une atmosphère de tolérance et propice au règlement des conflits, en particulier sur la base des différences confessionnelles, par l'éducation et la conscience sociale.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Congrès du monde islamique promeut les objectifs des Nations Unies à travers le monde en établissant des contacts avec le système des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres organisations non gouvernementales. La réunion du Conseil général du Congrès du monde islamique s'est tenue les 13 et 14 novembre 2011 à Colombo. Le Congrès a pris note des manifestations à travers le monde occidental contre les effets négatifs du système économique capitaliste et d'exploitation et a appelé à des politiques économiques mondiales égalitaires. Il a pris part à la quarante-et-unième session du Conseil des Ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique, tenue les 18 et 19 juin 2014, et a réitéré son engagement envers les objectifs et principes de la Charte des Nations Unies et de l'Organisation de la coopération islamique, ainsi que la nécessité de renforcer les liens d'humanité et de solidarité.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée, le Congrès du monde islamique a été très actif au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Il a participé à toutes les réunions du Conseil des droits de l'homme à Genève, ainsi qu'à des réunions à Vienne. Il a pris part aux réunions de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique à Bangkok.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Congrès du monde islamique favorise la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à travers son magazine international mensuel, ses réunions consultatives et ses contacts. Il offre des bourses d'études aux étudiants de près de quinze pays en développement, dont la Chine, et des pays d'Asie centrale, d'Afrique et d'Asie du Sud-Est.

4. Fédération mondiale de psychothérapie

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

La Fédération mondiale de psychothérapie est une organisation comptant des membres dans le monde entier. Elle œuvre pour l'amélioration de la santé mentale et du bien-être des personnes par l'utilisation de diverses formes de psychothérapie pour réduire la souffrance émotionnelle.

Objectifs et mission

La Fédération appuie les efforts consentis à la base pour réparer les traumatismes émotionnels causés par les catastrophes environnementales, les guerres, les conflits et les indignités humaines. Les principales interventions comprennent le rétablissement émotionnel après une catastrophe, des ateliers et des formations sur la santé mentale, des interventions individuelles et collectives, l'éducation et la politique sociale.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération a contribué aux activités des Nations Unies comme suit :

- Elle a mené des efforts de sensibilisation déterminants pour l'inclusion de l'expression « promouvoir la santé mentale et le bien-être » dans la cible 3.4 des objectifs de développement durable du Programme 2030.
- Elle a joué un grand rôle dans l'élaboration de la toute première loi sur la santé mentale en Chine, qui est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2013.
- Elle a présenté un symposium au congrès annuel de l'American Psychological Association, en 2014, sur le thème de la protection de l'environnement, des

changements climatiques et des objectifs du Millénaire pour le développement.

- Elle a coparrainé des manifestations parallèles aux commissions des Nations Unies, ainsi qu'un forum à l'ONU intitulé « Eradicating stigma & promoting psychosocial wellbeing, mental health and resilience in the Ebola epidemic through policies and practices to protect the global community » en 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération participe régulièrement aux activités, conférences et séances d'information des Nations Unies à New York. Elle a fait une présentation orale lors du quatrième dialogue interactif sur l'harmonie avec la nature, tenu à New York en avril 2014. Elle s'est portée coauteur de déclarations soumises, entre autres, à la Commission du développement social, à la Commission de la condition de la femme, à la Journée internationale de la paix, et à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le handicap et le développement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération mondiale de psychothérapie mène un projet en Haïti, relatif à l'élimination de la pauvreté et au renforcement des ressources et des capacités en santé mentale, en coopération avec l'Université Notre Dame d'Haïti. En 2013, au Lesotho, elle a achevé, avec des partenaires, un autre projet dans le domaine de l'entrepreneuriat et des compétences nécessaires à la vie courante pour l'autonomisation des filles et l'éducation en matière de VIH/sida. Elle a mené plusieurs autres projets avec l'organisation non gouvernementale accréditée par le Conseil économique et social Voices of African Mothers, favorisant ainsi la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

5. Fédération mondiale des sourds

Statut consultatif spécial : 1959

Introduction

La Fédération mondiale des sourds est une organisation non gouvernementale internationale composée de 134 membres de tous les continents. La Fédération est membre de l'International Disability Alliance.

Objectifs et mission

La Fédération œuvre en faveur des droits fondamentaux des sourds en coopérant avec les Nations Unies et ses institutions, les organisations nationales de sourds et d'autres partenaires. Ses activités sont menées conformément aux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération mondiale des sourds a habilité les associations nationales de sourds pour renforcer les activités de sensibilisation dans leur pays. De 2011 à 2012, un projet de formation au renforcement des capacités a été mené en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale au profit de 19 pays. En 2013 et en 2014, les associations nationales de sourds de quatre pays en développement ont été formées pour contribuer au processus parallèle de suivi de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, en collaboration avec d'autres organisations de personnes handicapées.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération a participé aux réunions suivantes :

- les cinquième, neuvième, dixième, onzième et douzième sessions du Comité des droits des personnes handicapées, tenues à Genève du 11 au 15 avril 2011, du 15 au 19 avril 2013, du 2 au 5 septembre 2013, du 31 mars au 3 avril 2014 et du 15 au 19 septembre 2014, respectivement, et elle a présenté des déclarations au cours des onzième et douzième sessions;
- les quatrième, cinquième, sixième et septième sessions de la Conférence des États parties à la convention relative aux droits des personnes handicapées, tenues à New York du 7 au 9 septembre 2011, du 12 au 14 septembre 2012, du 17 au 19 juillet 2013 et du 10 au 12 juin 2014, respectivement, et elle a fait une déclaration lors de la septième session;
- la réunion de haut niveau sur le handicap et le développement, tenue à New York le 23 septembre 2013; et
- le Forum du Partenariat mondial pour les enfants handicapés de l'UNICEF et les réunions du Conseil de la jeunesse, tenus à New York le 24 septembre 2013, et le 9 juillet et le 24 septembre 2014, respectivement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fédération mondiale des sourds a fait campagne pour une meilleure accessibilité en termes d'interprétation en langue des signes internationale de

qualité, en particulier pour les événements liés à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle a recommandé aux Nations Unies des interprètes en langue des signes internationale et nationale qualifiés. Elle a présenté des observations à diverses entités des Nations Unies, dont le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Haut Commissariat aux droits de l'homme et la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de sensibilisation menées par l'International Disability Alliance liées aux objectifs du Millénaire pour le développement ont reçu l'appui de la Fédération.

Renseignements complémentaires

Le Prix des Nations Unies pour la cause des droits de l'homme a été décerné à la Fédération mondiale des sourds, le 10 décembre 2013.

6. Fédération Mondiale pour la Santé Mentale

Statut consultatif spécial : 1963

Introduction

La Fédération Mondiale pour la Santé Mentale a été créée en 1948 à Londres. Elle regroupe un grand nombre d'organisations et de personnes concernées par la santé mentale, y compris des professionnels représentant plusieurs disciplines de la santé, les consommateurs de services de santé mentale, les membres des familles et les personnes touchées.

Objectifs et mission

Les objectifs de la Fédération consistent à prévenir ou à réduire autant que faire se peut le risque de maladie mentale; à faire campagne pour l'amélioration des soins et du traitement des personnes atteintes de troubles mentaux; et à promouvoir la santé mentale. Ses principales activités comprennent la mobilisation et la sensibilisation du public et des activités scientifiques. Elle organise régulièrement des conférences internationales.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération attire l'attention sur la forte prévalence et le coût des troubles mentaux, ainsi que sur l'incapacité à prévoir un budget suffisant à la maladie mentale dans les budgets de la santé. Elle fait campagne pour l'amélioration des soins de santé mentale, l'intégration des soins de santé mentale et physique dans les plans de traitement, et la promotion de la santé mentale.

La Fédération a créé la Journée mondiale de la santé mentale en 1992 comme un moyen de sensibilisation à l'échelle mondiale. Elle est largement célébrée chaque année au moyen de programmes et d'événements dans de nombreux pays, dont plusieurs pays à faible revenu. Durant la période considérée, les thèmes étaient « investir dans la santé mentale » (2011) ; « la dépression : une crise mondiale » (2012) ; « santé mentale et personnes âgées » (2013) ; et « vivre avec la schizophrénie » (2014).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de la Fédération ont participé à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme au cours de la période considérée, et organisé des manifestations parallèles à chaque session. Ils ont également participé à la Réunion de haut niveau sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, tenue les 19 et 20 septembre 2011, et présenté un exposé sur les troubles mentaux en tant que maladie non transmissible grave, signé par 68 organisations.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fédération mondiale pour la Santé Mentale entretient des relations officielles avec l'Organisation mondiale de la Santé qu'elle consulte fréquemment.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de sensibilisation à la santé mentale menées par la Fédération favorisent la réalisation de tous les objectifs du Millénaire pour le développement, et particulièrement les objectifs n° 1, 3 et 5.

7. Fédération mondiale pour les études sur le futur

Statut consultatif spécial : 1987

Introduction

La Fédération mondiale pour les études sur le futur est une organisation non gouvernementale mondiale indépendante axée sur le renforcement de la bourse de recherches sur le futur, créée en 1973. L'organisation agit en tant qu'association

d'universitaires, de chercheurs, d'enseignants, de praticiens, de spécialistes de l'analyse des politiques, d'étudiants et d'institutions axées sur le futur. Elle offre un forum pour la stimulation, l'exploration et l'échange d'idées, de visions et de plans pour des futurs alternatifs, au moyen d'une réflexion à long terme et globale et d'un changement radical.

Objectifs et mission

La Fédération s'emploie à encourager et à promouvoir le développement des études sur le futur comme un domaine universitaire et professionnel transdisciplinaire. De plus, elle entreprend les études sur le futur comme un domaine d'activité intellectuelle et culturelle qui concerne tous les secteurs de la société; favorise l'analyse interdisciplinaire novatrice et la pensée critique chez tous les peuples et dans toutes les cultures; promeut un niveau plus élevé de conscience sur le futur en général; encourage la démocratisation de la réflexion et de l'action prospectives; sensibilise à la nécessité impérieuse d'études sur le futur au sein des gouvernements et des organisations internationales et d'autres groupes et institutions de prise de décisions et d'éducation pour régler les problèmes aux niveaux local, national, régional et mondial.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération mondiale pour les études sur le futur contribue aux activités des Nations Unies grâce à la diversité de ses membres, son soutien aux femmes et aux jeunes, le pluralisme de ses valeurs et son engagement en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération a participé à plusieurs réunions de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à Paris.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fédération est dotée du statut consultatif auprès de l'UNESCO et coopère avec l'organisation par l'intermédiaire du Programme de participation pour 2012-2015. Dans ce cadre, elle a développé un contenu et des procédures d'apprentissage en ligne, et a dispensé trois cours pilotes sur le futur à Lubumbashi en République démocratique du Congo, au Caire, et à Penang en Malaisie, grâce à son laboratoire mondial d'apprentissage sur le futur. Elle coopère aussi de manière informelle avec Teamworks du Programme des Nations Unies pour le développement, en tant que réseau social pour ses participants aux projets du laboratoire mondial d'apprentissage sur le futur.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les cours et ateliers de la Fédération qui reçoivent l'appui du Programme de participation de l'UNESCO favorisent la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Ils sont notamment axés sur l'égalité des sexes et la participation des femmes, la viabilité environnementale, ainsi que la création de partenariats avec certains des pays les moins avancés.

8. Institut mondial du charbon

Statut consultatif spécial : 1991

Introduction

L'Institut mondial du charbon, basé à Londres, est l'association mondiale de l'industrie des producteurs de charbon et des parties prenantes.

Objectifs et mission

L'Institut mondial du charbon et ses sociétés membres se consacrent, d'une manière constructive et ouverte, en collaboration avec les gouvernements, la communauté scientifique, les organisations multilatérales, les organisations non gouvernementales, les médias, les producteurs et les utilisateurs de charbon et d'autres parties, aux enjeux mondiaux, tels que la réduction des émissions de CO₂ et le développement durable, et aux questions locales, notamment les avantages environnementaux et socio-économiques et les effets de l'extraction et de l'utilisation du charbon.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Institut appuie les efforts mondiaux de lutte contre les changements climatiques et en faveur du développement durable. Il estime qu'une action climatique efficace et durable doit intégrer les impératifs environnementaux et œuvrer pour les objectifs légitimes de la sécurité énergétique et du développement économique, y compris la lutte contre la pauvreté. Ces questions sont inextricablement liées. Les pays les moins avancés ont besoin d'accéder à l'énergie à faible coût, mais ils sont aussi les plus vulnérables aux impacts des politiques visant à réduire les émissions anthropiques de gaz à effet de serre.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'Institut a assisté à chaque session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto. Il a également participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), tenue à Rio de Janeiro au Brésil du 20 au 22 juin 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Institut mondial du charbon a participé activement au débat sur le programme de développement pour l'après-2015.

9. Union libanaise culturelle mondiale

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'Union libanaise culturelle mondiale est une organisation internationale à but non lucratif, apolitique et non religieuse. Elle est représentée par des sections et des clubs affiliés dans plus de 34 pays dans le monde.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à promouvoir la culture libanaise à travers le monde et à encourager l'échange culturel mutuel entre ses membres et les pays hôtes; à répandre un environnement de paix et de compréhension en conformité avec la Charte des Nations Unies; et à favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier l'éducation, l'élimination de la pauvreté et les questions des droits des femmes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à toutes les conférences annuelles du Département de l'information et organisations non gouvernementales, à la plupart des réunions d'information du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales qui ont lieu tous les jeudis, et à d'autres réunions d'information relatives à des questions mondiales telles que le réchauffement climatique ou la liberté de la presse. L'organisation a également participé aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Union libanaise culturelle mondiale coopère avec le Centre d'information des Nations Unies à New York et a pris part à quelques réunions de la Division de la sensibilisation du public du Département de l'information.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation offre des bourses d'études aux étudiants ainsi qu'une aide permanente aux personnes âgées à maints égards et dans de nombreuses régions.

10. Union mondiale des aveugles**Statut consultatif général : 1999****Introduction**

L'Union mondiale des aveugles est le porte-parole internationalement reconnu pour les aveugles et les malvoyants à l'échelle mondiale. Elle représente 285 millions d'aveugles et de malvoyants dans environ 190 pays.

Objectifs et mission

L'organisation aspire à une communauté où les aveugles ou les malvoyants sont habilités à participer, sur un pied d'égalité, à tous les aspects de la vie qu'ils choisissent. Pour ce faire, elle concentre ses efforts dans les domaines de la représentation et des droits de l'homme, du renforcement des capacités, de l'accessibilité et du partage de ressources et de la collaboration.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation se concentre sur la promotion et la mise en œuvre de la convention relative aux droits des personnes handicapées, y compris en aidant ses membres à comprendre et à prendre part aux processus de mise en œuvre et de suivi de la convention. Elle a présenté des déclarations lors du débat de haut niveau du Conseil économique et social, en 2011, 2012 et 2013. En avril 2013, l'organisation a présenté un exposé à la neuvième session du Comité des droits des personnes handicapées dans le cadre du débat général sur les femmes et les filles handicapées. En tant que membre essentiel de l'International Disability Alliance, l'Union mondiale des aveugles contribue également à de nombreux rapports et déclarations des institutions des Nations Unies et des organes conventionnels pour veiller à ce que les besoins des aveugles soient pris en compte.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des délégations de l'Union mondiale des aveugles ont, entre autres, assisté aux réunions suivantes :

- les quatrième, cinquième, sixième et septième Conférences des États parties à la convention relative aux droits des personnes handicapées, tenues à New York en septembre 2011, septembre 2012, juillet 2013 et juin 2014, respectivement;
- la réunion de haut niveau sur le handicap et le développement, tenue en septembre 2013 ;
- la réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue en septembre 2013; et
- la cinquante-deuxième session de la Commission du développement social, tenue à New York en février 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a, entre autres, collaboré avec les entités suivantes :

- l'Organisation mondiale de la Santé, sur la mise en œuvre de nouvelles lignes directrices pour la réadaptation fondée sur la communauté, et sur le Rapport mondial sur le handicap;
- l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, sur l'initiative du Partenariat mondial pour les enfants handicapés;
- le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme;
- l'Organisation internationale du Travail; et

- l'Organisation internationale de normalisation, aux côtés de laquelle l'organisation a joué un rôle dans le développement de nombreuses normes d'importance pour les aveugles et les malvoyants.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Union mondiale des aveugles a participé à l'initiative « Education for All Visually Impaired Children » en coopération avec le Conseil international pour l'éducation des personnes ayant une déficience visuelle. L'organisation a également eu un rôle très actif dans les discussions relatives au programme de développement pour l'après-2015.

11. Working Women Association

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Working Women Association a été créée en 1991 à Khartoum. L'Association compte parmi ses membres des femmes travaillant dans les secteurs public, privé et informel. Elle est active dans tous les États soudanais.

Objectifs et mission

L'objectif principal de l'Association est de promouvoir la condition des femmes en général, et des travailleuses en particulier. L'Association veille à atteindre les objectifs suivants : améliorer la condition économique et sociale des travailleuses à travers des initiatives visant à accroître la production; assurer l'adoption de normes relatives à un travail décent pour les travailleuses au Soudan; adopter des projets d'intégration sociale; former et perfectionner les travailleuses; promouvoir les droits et la protection des femmes; et renforcer les capacités des parties prenantes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association a mené la campagne en faveur de la réforme juridique des lois relatives aux travailleuses des secteurs public et privé. Elle a également mené des programmes de réinstallation pour 1 000 familles déplacées à l'intérieur de leur propre pays et touchées par la guerre dans les États du Kordofan et du Darfour au Soudan. Elle a contribué au développement des femmes rurales par la production et

la diffusion de modèles de petites industries et de moyens de microfinancement sécurisés. À cet égard, elle a permis à 44 000 travailleuses d'obtenir des prêts.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Working Women Association a participé à la session de fond du Conseil économique et social, tenue à Genève en 2012. L'Association a pris part aux cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York du 4 au 15 mars 2013 et du 10 au 21 mars 2014, respectivement. Elle a présenté un groupe d'experts et une déclaration écrite sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes sur le lieu de travail au cours de la cinquante-septième session, et a coparrainé une déclaration commune visant à favoriser une stratégie de développement globale fondée sur les droits de l'homme au cours de la cinquante-huitième session. Elle a également participé à la vingt-deuxième session, ainsi qu'à la vingt-septième session du Conseil des droits de l'homme, tenue du 25 février au 22 mars 2013 et du 9 au 26 septembre 2014 respectivement, et au cours de laquelle elle a présenté une déclaration écrite et orale.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association veille à assurer des normes de travail décent et à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes sur le lieu de travail. Le 12 juin 2013, elle a participé à la Journée mondiale contre le travail des enfants. Elle a participé à la Journée internationale du travail, le 1^{er} mai 2012 et 2013 à Khartoum, en collaboration avec l'autorité concernée et l'Organisation internationale du Travail. Le 28 avril 2013, elle a célébré la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail.

12. World Federation of Methodist and Uniting Church Women

Statut consultatif spécial : 1983

Introduction

World Federation of Methodist and Uniting Church Women est une sororité comptant 3,5 millions de membres dans 71 pays. L'organisation offre un réseau mondial d'échange d'informations sur les activités avec ses partenaires.

Objectifs et mission

L'organisation se veut un groupe de soutien pour les femmes dans leur développement spirituel et dans les activités visant à promouvoir la justice, la paix et le développement. Elle favorise et encourage la formation au leadership notamment pour les femmes. Des programmes d'étude sur les objectifs du Millénaire pour le développement sont élaborés tous les ans par chacune des neuf zones géographiques de l'organisation.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, à Santiago et à Brasilia. L'organisation s'intéresse également aux activités de l'Organisation des Nations Unies à New York, et elle y a organisé sept forums sur la traite des êtres humains et quatre services de culte, au cours de la période considérée.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a, entre autres, participé aux réunions suivantes :

- toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme, où elle a collaboré à la préparation de déclarations orales et à l'organisation de manifestations parallèles au cours des cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme;
- la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, tenue en 2014;
- la soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information, tenue en 2011, pour laquelle elle a siégé au Comité;
- les cinquième et sixième sessions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées; et
- le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, les 3 et 4 octobre 2013 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation collabore avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et le Département de l'information. En 2014, l'organisation a reçu le prix décerné par Mary-Frances Wain de l'Association des États-Unis pour les Nations Unies, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de cette dernière, pour son rôle d'éducateur et de défenseur des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a entrepris les activités suivantes pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement :

- elle a mis en œuvre un projet agricole grâce auquel les femmes ont cultivé des arbres fruitiers et produit des confitures à partir des fruits et légumes cultivés;
- elle s'est associée à une petite association caritative, « Children Unite », qui a fait campagne au nom des enfants domestiques dans le monde entier;
- elle a organisé des ateliers à travers le monde sur l'égalité des sexes et la santé maternelle;
- elle a mis en œuvre le mouvement « Thursdays in Black » pour protester contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles; et
- elle a mené des activités lors de la Journée des Nations Unies et de la Journée internationale de la femme.

13. World Network of Users and Survivors of Psychiatry

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

World Network of Users and Survivors of Psychiatry est une organisation mondiale des utilisateurs et survivants de la psychiatrie et des personnes qui présentent un handicap psychosocial. Il s'agit d'une organisation de personnes handicapées dotée d'une structure démocratique mondiale. Elle est membre de l'International Disability Alliance.

Objectifs et mission

L'organisation se veut un forum mondial et la voix des utilisateurs et survivants de la psychiatrie pour la défense de leurs droits et intérêts. Pour ce faire, elle s'emploie à promouvoir les droits des utilisateurs et survivants de la psychiatrie; à offrir une représentation et une consultation internationales pour influencer sur les questions qui affectent les utilisateurs et survivants; à encourager la mise en place d'organisations nationales d'utilisateurs et survivants dans chaque pays; et à favoriser un échange effectif d'informations entre ces organisations à travers le monde.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a fourni de la documentation pour la campagne « Stop Torture in Health Care », initiée par l'Open Society Institute en 2012. Elle a soumis des mémoires en qualité d'amicus curiae à la Cour européenne des droits de l'homme dans les affaires Mihailovs c. Lettonie, requête n° 35939/10, en date du 13 février 2012, et Koroviny c. Russie, requête n° 31974/11, en date du 18 mars 2013, attirant l'attention sur les normes de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle a mené des activités de renforcement des capacités avec ses membres sur la compréhension de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la participation au suivi et à la mise en œuvre, à travers le groupe de ressources techniques mis en place en 2013 et la coopération bilatérale entre les membres.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- les dixième, onzième et douzième sessions du Comité des droits des personnes handicapées, tenues à Genève du 2 au 13 septembre 2013, du 31 mars au 11 avril 2014 et du 15 septembre au 3 octobre 2014, respectivement. Des représentants ont fait des interventions lors de réunions ouvertes au cours de chaque session, ainsi que lors des réunions d'information des organisations non gouvernementales. Elle a organisé des réunions d'information thématiques et soumis des observations écrites à la consultation sur le projet d'Observation générale n° 1 sur l'article 12 en 2011 et 2014.
- les première, deuxième et troisième réunions du Groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, tenues à Vienne du 31 janvier au 3 février 2012; à Buenos Aires du 11 au 13 décembre 2012; et à Vienne du 25 au 28 mars 2014, respectivement.
- World Network of Users and Survivors of Psychiatry a organisé une manifestation parallèle publique intitulée « Ending Impunity for Torture in Psychiatry » lors de la vingt-cinquième session du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève le 14 mars 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a envoyé des orateurs à diverses réunions des organismes des Nations Unies. Le 7 novembre 2012, elle a soumis des observations à l'Organisation mondiale de la Santé sur son avant-projet de Plan d'action mondial pour la santé mentale 2013-2020.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En septembre 2013, l'organisation a distribué un document intitulé « Human Rights of persons with psychosocial disabilities in the post 2015 Inclusive Development Agenda : Towards HLMDD ».

14. World Organization of Building Officials

Statut consultatif spécial : 1987

Introduction

World Organization of Building Officials a été créée en 1984 pour répondre à plusieurs besoins, notamment l'absence d'une organisation des officiels du bâtiment pour traiter des questions à l'échelle mondiale.

Objectifs et mission

World Organization of Building Officials se veut une organisation mondiale pour les officiels du bâtiment et les administrateurs de code, associée à l'Organisation des Nations Unies. Elle cherche en particulier à : favoriser la communication et l'échange d'informations à l'échelle internationale; promouvoir la notion de normes internationales et de codes du bâtiment pour la construction, les matériaux, les équipements et les appareils; assurer des mesures de sauvegarde contre les risques potentiels; recommander des solutions pour prévenir les risques d'incendie dans les bâtiments existants et en construction; promouvoir la notion d'uniformisation des matériaux de construction et des équipements; favoriser l'unification de la législation relative à l'administration des codes et des normes; collaborer avec les organisations internationales, les gouvernements et les établissements d'enseignement en vue de promouvoir l'élaboration de programmes de formation pour les officiels du bâtiment; et favoriser et mettre en place une organisation nationale pour les officiels du bâtiment et les comités consultatifs.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- l'édition 2011 de City Escape, organisée à Abu Dhabi;

- l'édition 2011 de la Japan Conference of Building Administration Annual Meeting, à l'occasion de laquelle elle a présenté un exposé sur l'amélioration du service à la clientèle au département pour le développement des services; et
- la réunion annuelle du conseil mondial des membres de l'International Code Council, tenue en octobre 2012.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En septembre 2012, l'organisation a participé au Programme des Nations Unies pour les établissements humains et au sixième Forum urbain mondial.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a pris part aux réunions suivantes pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement :

- le quatrième sommet annuel des immeubles de très grande hauteur, tenu à Shanghai en Chine, en 2011;
- le Forum international de l'International Code Council, tenu à Phoenix en Arizona aux États-Unis d'Amérique en 2011, et au cours duquel l'organisation a abordé sa contribution à la sécurité des bâtiments;
- l'édition 2011 du Sommet mondial sur l'énergie de l'avenir; et
- les réunions de l'Egyptian Green Building Council, tenues au Caire en 2013.

En outre, l'organisation a participé, en août 2013, au financement de l'installation d'un puits d'irrigation au Kenya.

15. World Rehabilitation Fund

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

L'organisation World Rehabilitation Fund a été créée en 1955 pour favoriser la pleine participation et l'intégration des personnes handicapées dans la société et le

développement. Basé à New York, elle est présente dans cinq autres pays : Cambodge, Liban, Mozambique, République dominicaine et Sierra Leone.

Objectifs et mission

World Rehabilitation Fund vise à permettre aux individus du monde entier ayant des limitations fonctionnelles et des restrictions de participation d'atteindre l'intégration communautaire et sociale, grâce à la rééducation physique, la réinsertion socio-économique et la sensibilisation. Certaines des activités menées comprennent : l'élaboration de programmes communautaires de rééducation physique, de réadaptation psychologique et de réinsertion socio-économique; l'amélioration des compétences des prestataires de services de rééducation, de réadaptation et de réinsertion; la collaboration avec l'industrie et les professionnels locaux pour créer des emplois et des possibilités génératrices de revenus; et la formation des professionnels de la rééducation, de la réadaptation et de la réinsertion.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, les activités de l'organisation ont été axées principalement sur le Cambodge, Haïti, le Liban et les Philippines, avec un partenariat continu au Pakistan. Après le tremblement de terre en Haïti en janvier 2010, l'organisation s'est associée à des partenaires locaux pour fournir des prothèses et des orthèses aux personnes handicapées et a formé des techniciens haïtiens. Durant la période considérée, le programme a fourni plus de 1 100 appareils. En association avec la Philippine Academy of Rehabilitation Medicine, l'organisation a fourni des équipements et des fournitures de médecine de réadaptation à trois hôpitaux de la région de Tacloban aux Philippines, touchée par le typhon Haiyan en 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2014, l'organisation a participé à la soixante-cinquième conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales; à la septième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées; et à la cinquante-deuxième session de la Commission du développement social.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pour faire face à la guerre dans la République arabe syrienne, World Rehabilitation Fund a répondu, par l'intermédiaire de son Programme d'assistance d'urgence aux personnes handicapées, aux besoins urgents des réfugiés de la République arabe

syrienne et dans les communautés d'accueil libanaises, avec l'appui du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Grâce à ce programme, l'organisation a fourni 153 prothèses et 225 orthèses et des services de réadaptation aux personnes handicapées, ainsi que 185 prothèses auditives et 290 lunettes de vue aux enfants réfugiés.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation ont favorisé la réalisation de plusieurs objectifs du Millénaire pour le développement. Par exemple, l'Artisans' Association of Cambodia, initiée par l'organisation, est une association de commerce équitable qui permet aux personnes les plus vulnérables du Cambodge, dont les handicapés, les femmes, les parents isolés, les migrants et les jeunes vulnérables, d'atteindre l'indépendance socio-économique, en leur offrant des formations, une assistance technique et d'autres services. En outre, le projet « Music for Haïti » lancé par l'organisation encourage l'éducation musicale dans une école pour enfants handicapés en Haïti.
